

Unité départementale de Seine-et-Marne

Vincennes, le 16/05/2022

14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**PROXITECH (ex SCAMAC ex STIHL)**

3, avenue gutenber  
ZAC de Bussy Sud Parc de Gustave Eiffel  
77600 BUSSY ST GEORGES

Références : E/22- *MO9*

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement PROXITECH (ex SCAMAC ex STIHL) implanté 3, avenue gutenber ZAC de Bussy Sud Parc de Gustave Eiffel 77600 BUSSY ST GEORGES. L'inspection a été annoncée le 23/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROXITECH (ex SCAMAC ex STIHL)
- 3, avenue gutenber ZAC de Bussy Sud Parc de Gustave Eiffel 77600 BUSSY ST GEORGES
- Code AIOT dans GUN : 0006500226
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Entrepôt logistique de la société Proxitech spécialisé dans la vente de produits consommables pour véhicules.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Etat des matières stockées / Fiche de données de sécurité
- Eaux pluviales
- Maintenance des moyens de lutte contre l'incendie

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 25/03/2022 de l'établissement PROXITECH (ex SCAMAC ex STIHL) implanté 3, avenue gutenberG ZAC de Bussy Sud Parc de Gustave Eiffel 77600 BUSSY ST GEORGES, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/05/2017 modifié, article 1.4 annexe II	/	Sans objet
Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/05/2017 modifié, article 1.6.4 annexe II	/	Sans objet
Maintenance	Arrêté Ministériel du 11/05/2017 modifié, article 22 annexe II	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a constaté :

- la bonne maintenance des matériels de défense contre l'incendie ;
- le bon fonctionnement du séparateur hydrocarbure;
- la présence de fiche de données de sécurité des produits dangereux stockés dans l'entrepôt.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/05/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un état des stocks en date du 25/03/22.  Le jour de l'inspection, l'exploitant reste en dessous des seuils de déclaration pour l'ensemble des rubriques 4XXX.  De plus L'exploitant a fourni les fiches de données de sécurité conforme au Règlement (CE) N° 1907/2006 (REACH) tel que modifié par le Règlement (UE) 2020/878 des produits suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• CHAMPION OEM LEVEL 5W30 C3 (lubrifiant) ;</li> <li>• PENNOL 5W30 C2/C3 (lubrifiant) ;</li> <li>• Batteries de démarrage de la marque TECHPOWER.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/05/2017, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateur hydrocarbure
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le rapport d'intervention de la société HADES ENVIRONNEMENT qui a réalisé le dernier curage du séparateur d'hydrocarbures le 31 décembre 2021.  De plus l'exploitant a fourni le bordereau de suivi de déchêt associé aux boues de curage du 25 février 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/05/2017, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateur hydrocarbure
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport de vérification des portes coupe-feu de la société PORTE ESERVICE du 28 octobre 2021 ;</li><li>• le rapport de vérification de vérification des RIA de la société SICLI du 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;</li><li>• le rapport d'intervention de la société SICLI attestant de la bonne maintenance des extincteurs du 24 mars 2022.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet